

les  
**SAS**

Bulletin historique des Anciens des



Affaires Algériennes et Sahariennes





7 rue Pierre Girard 75019 PARIS  
Tél & fax : 01 42 45 44 16 - e-mail : aff.alg@wanadoo.fr  
**ASSOCIATION DES ANCIENS DES AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES**

**Conseil de l'Association  
au 09 février 2008**

*Vice-Présidents d'Honneur :*

*Pierre CHARIÉ-MARSAINE  
André WORMSER*

*Membre d'Honneur :*

*Jean-José ARCHIMBAUD*

*Président :*

*Daniel ABOLIVIER*

*Vice-Président :*

*Général Henry BURTHEY*

*Trésorier :*

*Jessé BAYLE*

*Membres :*

*Gilles DURTELLE de SAINT SAUVEUR*

*Stanislas GALL*

*Jacques LÉVÊQUE*

*Jacques NARDIN*

*Général Jean-Pierre VIEILLARD*

Les statuts de l'Association sont disponibles à notre siège sur simple demande.

## COMMUNIQUÉS

Une association des anciens élèves de l'École de Cherchell vient d'être créée. Son Président est M. le Lt-Col (ER) G. Courtade 6 Plan des Servents - 34970 Lattès.

Ce dernier attend que les anciens de Cherchell se fassent connaître.

★★

Recherche S-Officier "SAS" de la région de Tlemcen Christian Désiles (phonétiquement) pour le Père Jo Mula de Taza

★★

Sur le site AJIR

En ce qui concerne le recrutement d'officiers, l'Armée de Terre a décidé de recruter des jeunes que leur milieu familial ne favorise pas. Il va de soit que les jeunes (garçons et filles) de la communauté Harkis sont les bienvenus.

Renseignements :

Lieutenant Blanchard tél. 01 53 71 02 62.

**Sommaire N°29  
Avril 2008**

- Le Mot du Président..... p.3
- Souvenirs d'Algérie (suite)
  - \* La Bataille d'Alger..... p.4-5
  - \* Séjour à la SAS de Flatters..... p.6
- La désinformation de l'Histoire des Harkis ..... p.7
- Les Compagnies Nomades d'Algérie ..... p.8-9
- Une incursion chez les U.F.L. .... p.10
- Sous-Officier de SAS..... p.11-12
- Témoignages..... p.12/15/18/19
- Bidonville de Nanterre 58 .... p.13-14
- Lettre ouverte au Président Bouteflika ..... p.16-17
- Plaidoyer pour le respect du Mal Lyautey..... p.18
- Par le Cœur et la Raison..... p.20-21
- Bibliographie..... p.22
- Hommages aux disparus ..... p.23

L'auteur du poème

**"En hommage à l'Armée d'Afrique"**

publié dans notre Bulletin n° 27 (avril 2007) est Maryse Riche-Muller. Originaire de Bouinan au pied des Monts de Blida, orès de Boufarik. Elle a écrit un recueil de poèmes "De Haouch-Bouinan à Turckheim" (1983). En la recherchant sur Minitel, j'ai appris qu'elle venait de décéder, juste au moment où nous lui avons rendu hommage en publiant son beau poème.

**Rappel**

**MÉDIATHÈQUE de la Défense  
au Fort d'Ivry sur Seine**

Cette médiathèque est ouverte au public.  
2 - 8 route du Fort d'Ivry 94205 Ivry-sur-Seine Cedex  
Nous apprécierions qu'un camarade se porte volontaire pour des recherches, en particulier pour le bulletin.

Merci de nous contacter.  
tél. fax 01 42 45 44 16  
permanence mardi et vendredi matin)

## Le Mot du Président

**L**e procès de Lille. Suite à la faute de notre avocat le procès en diffamation contre le journal qui avait gravement insulté les S.A.S. en les accusant d'avoir "soigné le jour et torturé la nuit" n'a pu avoir lieu. La consœur qu'il avait chargée de certaines formalités de procédure n'était pas compétente dans le ressort du tribunal, parce qu'elle n'habitait pas à Lille même ! Nous n'avons tout de même pas tout perdu : tous les sites Internet qui reproduisaient l'insulte ont été rapidement nettoyés et nos détracteurs se méfieront à l'avenir...

Cela n'empêchera pas les films tendancieux, toujours du même bord, de fleurir sur les chaînes de télévisions. Le correspondant du Figaro en Algérie, pour se tirer de difficultés avec les autorités locales, écrit que la France a commis en Algérie plusieurs Oradour ! Nos dirigeants nous laissent ainsi diffamer et insulter ! Le Figaro sait qu'il a plus de lecteurs francophones en Algérie qu'en Belgique et Québec réunis et que cela vaut bien quelques lâchetés... J'ai résilié un abonnement au Figaro que je renouvelais depuis quarante ans...

On annonce un film sur l'expérience de notre camarade Oudinot de la S.A.S. de Beni-Douala. La projection aura lieu en Mai sur FR3 : tard ! Je cite l'ouvrage base de ce film dans la bibliographie et j'en conseille vivement la lecture, surtout aux jeunes que les médias trompent depuis des années. Un autre livre mérite une mention spéciale, celui de notre camarade Jean-Pierre Sénat, Chef de la S.A.S. du Ghrib (Orléansville).

J'ai été contacté par un autre réalisateur au sujet d'un projet d'un autre film sur notre expérience algérienne. Que les camarades qui ont des documents sur leur expérience "S.A.S." les tiennent prêts. Un autre projet de notre ami Grégor Mathias n'a encore pu aboutir. Il n'y a pas renoncé cependant.

Des "sans-papiers" Harkis ou fils de Harkis, quelquefois même "Pupilles de la Nation", se voient refuser le droit de séjour dans le pays pour lequel leur père a donné sa vie. Cette attitude des autorités contredit totalement les discours officiels... Nous ne pourrions pas attendre encore longtemps, les Français doivent savoir que des orphelins de Harkis "Morts pour la France" ou assassinés en 62 avec l'Armée française "l'arme au pied" se voient refuser le séjour en France alors que l'assassin de leur père ou le fils de l'assassin peut venir en France dépenser l'argent que "leur victoire" leur permet d'accaparer dans ce malheureux pays.

Tout aussi injuste le refus de la nationalité française à des veuves de Harkis, venues en France rejoindre leurs enfants français pour ne pas vieillir seules en Algérie au milieu du mépris. On leur dit : "vous ne parlez pas assez bien le français !" S'est-on soucié de les scolariser en Algérie quand elles étaient petites filles ?! Cela me fait penser aux soldats bretons qui ont donné leur vie à Verdun ou dans les Flandres et qui ne parlaient pas français non plus, faute d'avoir été scolarisés par la France généreuse ! On se moquait de leur "baragouin" ! (\*)

L'Assemblée Générale de l'association s'est déroulée le 9 février dernier au siège. Je voudrais insister à nouveau sur un point essentiel. Nous recevons toujours beaucoup de demandes d'aide de nos camarades Moghaznis et autres Harkis. Il s'agit de les aider à apporter la preuve de leurs services face à la carence de l'État. Les attestations des anciens Chefs de S.A.S. et des autres "Cadres" sont souvent le seul moyen d'établir leurs services et cela n'est pas toujours facile ensuite de "pousser" vos attestations sur le bureau des responsables administratifs... La moitié des lettres viennent d'Algérie mais nos statuts ne font pas de différence entre ceux qui ont pu gagner la France et ceux qui ont été abandonnés de l'autre côté... La France refuse la carte de combattant aux Algériens résidant en Algérie : ce sont les seuls étrangers à qui cet avantage est refusée, sans doute en vertu des "accords d'Évian".

L'augmentation proposée de la cotisation a été refusée mais le président a fait remarquer que c'était le nombre de cotisants qu'il conviendrait d'augmenter : seulement 1/3 des "S.A.S." retrouvés cotisent. Il devrait être possible à chacun d'entre nous de convaincre un autre camarade de sa S.A.S. de nous aider!

Le Président a demandé aussi aux Parisiens "de trouver quelque temps pour venir l'aider"... Et pour terminer il a remercié tous les camarades qui lui ont envoyé leurs vœux de Nouvel An !

*Daniel Abolivier*

(\*) breton : bara = pain - gwin = vin



## La Bataille d'Alger

suite des mémoires de notre camarade décédé en 2006

“**L**a Bataille d'Alger" est en réalité une bataille médiatique : objectif : mobiliser tous les média du monde pour persuader l'opinion qu'Alger est à feu et à sang ! Le F.L.N. (Front de Libération Nationale) le veut ainsi, le Communisme international, les partis anti-colonialistes le soutiennent. Naturellement pour mobiliser les foules dans ce sens, il faut provoquer des événements spectaculaires, créer un climat d'insurrection, donc des bombes éclateront dans la foule, les assassinats seront multipliés, une grève générale sera déclenchée.



S.A.S. d'Hanotau (Orléansville-Ténès) en 57

Jamais il n'y eu bataille, c'est-à-dire deux armées ennemies qui s'affrontent. J'étais bien placé pour connaître tous les événements relatifs à cette "bataille" par suite de mon affectation au S.L.N.A. au sein du G.G. (gouvernement général), à Alger même. L'intention du F.L.N. était aussi de déclencher une insurrection générale dans la capitale afin de faire pression lors de la cession de l'O.N.U. devant avoir lieu dans la deuxième quinzaine de janvier. Bien évidemment ce parti n'était pas seul ; il était puissamment appuyé de l'intérieur par les partis nationalistes musulmans de toutes teintes et par l'extérieur, à savoir tous les groupes de pression anticolonialistes, communistes, crypto-communistes, américains, afro-asiatiques (groupe de Bandoeng). De l'autre côté il y eut les ultras et contre-terroristes de certains milieux "Pied-Noir", ensuite les forces de l'ordre représentées par le Gouvernement en place, enfin, nec plus ultra, l'Armée française qui commence à gronder (prétendu complot du général Faure et de Mari-court). C'est ainsi que ces menaces insurrectionnelles dans Alger pouvaient avoir des conséquences redoutables à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. L'Autorité civile, consciente du danger fit alors appel à l'armée. Elle confia au Général Massu la mission de maintenir l'ordre à Alger et sa banlieue avec tous les pouvoirs et moyens appropriés.

On vit alors arriver à Alger les meilleurs régiments de l'armée française : "les paras" sous le commandement du Général Massu. Je crois que tout Alger, sauf le F.L.N. et

ses soutiens poussèrent un soupir de soulagement : finie l'angoisse des attentats meurtriers ; finie l'incertitude des conséquences d'une insurrection générale ; finie surtout l'impression de tout subir sans pouvoir réagir ; enfin l'Autorité civile passe la main aux militaires comme en 1948, comme en 1870.

L'atmosphère à Alger change du tout au tout. Il y a des para à tous les carrefours, des patrouilles dans chaque rue importante, surtout des jeeps qui passent avec civils et militaires à bord pour des perquisitions à domicile, car l'armée avait les pouvoirs de police. Les policiers civils s'étaient mis spontanément à fournir les renseignements désirés, n'étant plus obligés de relâcher les suspects faute de preuves (il n'y avait jamais de témoins à charge car ils auraient été immédiatement assassinés sur ordre du F.L.N.).

La grève générale du 21 janvier 1957 fut un fiasco et un coup sévère pour le F.L.N., car à la veille de la cession de l'O.N.U., le monde entier était averti. Les transports ont fonctionné sous l'œil vigilant des para, les stores des boutiques étaient réouvert de force, parfois c'était comique ; dès qu'une patrouille militaire était signalée, on rouvrait la boutique pour la refermer sitôt après.

À part les victimes des attentats, la population d'Alger n'était guère troublée que par la lecture des journaux ; nerveuse avant l'arrivée des militaires dans la ville, elle était maintenant rassurée. Moi-même, je me promenais tranquillement le soir avec mes nombreux amis, rue d'Isly, boulevard du Télémy ou sur

# LGÉRIE (suite)

TALEMBERT (CYR 39/40)

ARINE CHEF DE S.A.S.



► les hauteurs d'El Biar, admirant cette ville éblouissante de beauté, épargnée par le froid, imprégnée des parfums exotiques...

Pour évoquer cette période si contrastée, rien de mieux que de ressortir quelques extraits de lettres envoyées à mon épouse :

• **1er janvier 1957** : Réveillon du jour de l'an...

• **3 janvier** : je passe la nuit dans le superbe hôtel St Georges ; l'avant-veille une bombe avait éclaté dans le trolley-bus qui s'y rendait : quelques morts, quinze blessés. Il y a du reste des bombes et des grenades qui éclatent chaque jour dans la foule, mais Alger est tellement grand qu'on en est informé que par les journaux ; cependant l'exaspération des Algérois est réelle devant le peu d'énergie du Gouvernement Lacoste qui perd de plus en plus de sa popularité. On a parait-il pressenti Naegelen, Juin ou Soustelle pour prendre la succession.

• **7 janvier** : je me suis promené le long de la mer, le temps est splendide, je suis monté à N.D. d'Afrique.

• **9 janvier** : depuis deux jours, les terroristes d'Alger vivent sous la terreur des para ; on a fouillé toute la casbah, on a arrêté quinze chefs rebelles.

• **17 janvier** : attentat contre le Général Salan, le Colonel Redier est tué. Je suis passé sur les lieux : beaucoup de badauds ; je vois la fenêtre du bureau du Général arrachée, un voile blanc masquait l'intérieur. En face dans la rue un élément de gouttière était fixé juste dans l'axe de la fenêtre ; on y avait placé l'arme du crime : un rocket relié à des fils électriques qui pendaient encore. On dit que ce n'est pas un attentat commis par le F.L.N.

• **19 janvier** : le Général Massu diffuse un appel au calme à la population avec les mesures à prendre

en cas d'une grève insurrectionnelle, pourtant rien ne se passe, il y a toujours autant de monde à flâner dans la rue en regardant les vitrines.

• **21 janvier** : j'ai passé dimanche une journée bien agréable à la station de ski de Chréa (1500 m) aux environs d'Alger.

L'Armée avait organisé un convoi de ravitaillement sous escorte militaire et notre car s'est inséré dedans. Alger avec les para est bien plus calme ; il n'y a plus guère d'attentats. On ne parle plus de grève générale, pourtant elle devrait se déclencher le 28 janvier au moment de la cession de l'O.N.U.

Le beau croiseur "Georges Leygues" se trouve en rade.

• **26 janvier** : Alger n'est décidément pas très calme. Une bombe a éclaté au "Coq Hardi" à 17 h. c'est un célèbre café du boulevard du Télémy, tout près de la rue de Richelieu où j'habite ; il y a eu beaucoup de morts et de blessés ; on entend les sirènes des ambulances, pompiers, polices ; il y a foule dans la rue ; on aime les excitations et cette foule est comme une pile électrique que les terroristes asticotent tout le temps. J'avais pris un apéro à 12h30 dans ce même café et nous devions nous y retrouver le soir à 19h30. On a pu remonter la filière de l'attentat : c'est une jeune fille française qui l'a déposée dans un petit sac sous sa chaise et qui l'a volontairement oubliée en quittant sa place.

• **28 janvier** : aujourd'hui grève générale. Les soldats ouvrent toutes les boutiques dont les stores sont fermés, ils fouillent tout le monde : européens ou arabes, moi-même je le suis me promenant en civil.

• **31 janvier** : la grève est pratiquement terminée car les pauvres arabes vivent au jour le jour et ne



Vue d'Alger d'après collection Edgar Scotti

peuvent supporter plus d'un ou deux jours sans travailler et puis ils ne sont pas chauds pour le F.L.N. Le journal "Le Monde" est de mauvaise foi quand il parle de réussite de la grève. Tout a été amplifié par les progressistes et les libéraux (Mendésistes) qui sont les plus sûrs alliés du F.L.N.

• **2 février** : ma logeuse me sort la tirade classique du bon algérien "pied-noir" : cette "sale race" (parlant des arabes), on ne peut rien en faire ! Nous sommes là depuis quatre générations, le sol : "on a tout défraîchi (sic : son mari étant coiffeur, doit rafraîchir ses clients et non pas les défricher) ; là où il n'y avait que des épines et des jujubiers". Mon ami T. me disait aussi : "la seule solution est que la métropole nous laisse tranquille, on saura rétablir l'ordre, il y aura de la casse mais les autres auront compris ; vous autres métro, vous ne connaissez pas les arabes, vous êtes naïfs".

• **12 février** : encore des bombes sur les deux stades d'Alger.

• **16 février** : les paras ont révélé leur succès, notamment vingt cinq bombes à retardement découvertes stockées.

• **25 février** : Alger est redevenue calme et toute l'Algérie est en voie de se pacifier ; bientôt il n'y aura plus d'incidents qu'aux deux frontières.

(à suivre) ►

# SÉJOUR À LA S.A.S. DE FLATTERS

PAR LE CAPITAINE DE MONTALEMBERT

► Ici les problèmes de la SAS sont bien différents car la population ne se laisse pas approcher, elle a trop peur de l'Armée sans cesse en opération et aussi des fellagha qui semblent les maîtres du jeu par les consignes données.

Je ne suis ici que pour remplacer le chef de SAS durant sa permission. Je dois ensuite fonder une nouvelle SAS à 10 km de là, à Hanoteau dans la même vallée ; ce sera un rude travail mais ce n'est pas la première fois que je le fais car j'ai l'expérience de Bir Rabalou en 1956 !

Il s'agit de recruter du personnel administratif et une harka de protection, ensuite construire un bordj avec des logements et des bureaux, acheter de l'ameu-

blement, enfin et c'est l'essentiel : remplir ma fonction de Maire, c'est-à-dire avoir la confiance de mes administrés.

Hier j'ai fait un tour dans le bled avec mon escorte de goumiers pour suivre une opération militaire. Cela ressemblait à une grande manœuvre et tout ce monde attendait qu'une bande incertaine de fellagha tombe dans la nasse, toute la population fuyait : hommes, femmes, enfants, troupeaux ; tous les gourbis étaient abandonnés, c'était désolant ! Il faut dire que l'Armée frappe fort, fait des enquêtes sévères, ne voit dans la population que des complices des fellagha et crée ainsi le vide autour d'elle.

Alors, nous autres, pauvres SAS, nous devons, au contraire, nous rapprocher des gens, séparer les mauvais des bons, sans s'attaquer à la masse de la population.

On est parfois mal vu de l'Armée, ainsi le capitaine qui commande la batterie de Flatters m'a dit sur un ton mi-plaisant, mi-sérieux : "*tiens voilà la Gestapo qui s'amène*" ; cela ne lui disait rien du tout de me voir car je pouvais dans son esprit faire des rapports contre lui par la voie du Sous-Préfet : une fois à Francis-Garnier, je lui avais demandé de ne pas tirer au canon sur une population déjà ralliée, cela avait dû le vexer ; c'était pourtant le meilleur homme du monde, rude, bagarreur, ancien sous-officier, trois séjours en Indochine !

Le Colonel Lamourère, mon chef du côté militaire est venu spécialement me voir en hélicoptère pour me parler d'avancement ; en réalité, il voulait se promener ; il m'a laissé entendre que je n'avais aucune chance d'en avoir ; tant mieux ! plutôt rester dans une SAS que croupir dans un bureau !

Je ne suis resté à Flatters que du 1<sup>er</sup> au 16 septembre 1957. Ensuite, j'ai fondé Hanoteau, mon dernier poste. ■

Localisation de la SAS de Flatters (ce nom n'est pas officiel).



Extraits Carte Michelin N° 172

## Voici comment on enseigne l'histoire !

Au collège B... dans une petite ville de la région parisienne, le petit-fils d'un Moghazni, élève de 5<sup>ème</sup>, que j'héberge avec sa famille, rentre du collège et me dit : "*la professeur d'histoire nous a dit que la guerre d'Algérie était une guerre entre la France et l'Algérie et que l'Algérie avait gagné !*" Le garçon, perplexe, me demande mon avis. Je lui explique qu'il s'agissait d'une guerre civile et que l'armée française, militairement, avait gagné la partie mais qu'ensuite le Chef de l'État français avait abandonné l'Algérie à l'un des protagonistes de ce conflit, le F.L.N.

Au cours suivant le garçon, qui ne manque pas de courage, rapporte à la "prof" ce que je lui avait dit. Réponse de la prof : "*Tu sais, moi, je dis ce que je lis dans le livre, je ne connais rien à ce qui s'est passé*"...

Cela rappelle les propos d'une autre dame, professeur d'histoire à l'Université, intervenante à un colloque organisé par l'association "AJIR" pour les Harkis à Clermont-Ferrand. Elle avait également parlé de "guerre franco-algérienne" et avait été reprise sur cette expression. Elle déclara alors : "*Si on est neutre on ennue l'auditoire, on doit être convaincu et impliqué*"...

Daniel Abolivier

# LA DÉSINFORMATION DE L'HISTOIRE DES HARKIS

TEXTE PRÉSENTÉ AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL LE 4 OCTOBRE 2006



**C**ette histoire a été masquée par un triple silence : celui des nationalistes algériens, promoteur de la thèse de l'adhésion au FLN du peuple entier ; celui du clan stalino-gaulliste ( expression de Benasayag), visant à occulter l'échec d'Évian et à dissimuler les massacres de 1962 ; celui des Harkis eux-mêmes, accusés d'avoir fait le mauvais choix.

Les critiques des staliniens ont été exprimées par Péju (et d'autres comparses), qui, avec l'approbation de PM de la Gorce, a comparé les supplétifs aux miliciens de Vichy et aux volontaires de la LVF.

Convaincus que l'indépendance algérienne était conforme à l'intérêt de la France et à ses valeurs, les gaullistes estiment que les harkis jouaient double jeu et qu'ils n'étaient ni efficaces ni loyaux (Général Buis), que leurs exactions avaient provoqué la haine de la population (de la Gorce), qu'il n'y a pas eu génocide, que le général De Gaulle avait demandé leur reconversion en administratif (Général de Boissieu). Les affirmations mensongère de l'amiral De Gaulle, affirmant que 100.000 harkis avaient rejoint l'armée algérienne et que 240.000 ont été rapatriés, ont été sanctionnées par la Cour d'Appel de Montpellier.

Plus subtiles, les critiques de Vidal-Naquet, de Saliha Abdelatif, de Dalila Kerchouche et de Fatima Besnaci Lancou, cette dernière soutenue par la Ligue des Droits de l'Homme, présentent les harkis comme les victimes du colonialisme, qui, après avoir été parqués dans des réserves d'Indiens, sous la direction dictatoriale de chefs colonialistes pratiquant une stratégie de désintégration sociale (sic) devraient être rééduqués par des psychiatres, afin même de demander pardon au F.L.N. Cette opération, diffusée par les médias, semble commanditée par le F.L.N. qui cherche à récupérer les enfants de harkis. Il convient de mettre en garde les associations contre cette manœuvre.

Les accusations de baignade de la honte, retenues par les parlementaires de droite et de gauche (proposition PS du 3 juin 2004), ont été démenties en leur temps par le Sénateur Heinis et le sociologue Hamoumou. Or de récentes recherches ont mis à jour des documents photographiques qui montrent :

- la restauration des cantonnements de Rivesaltes en décembre 1962,
- la création par l'armée, en 1962-63, à Rivesaltes et St-Maurice-l'Ardoise, de centres de promotion masculine et féminine dispensant formation professionnelle et ménagère, scolarisation et puériculture,
- la fréquentation joyeuse des jardins d'enfants dans ces centres,
- le dévouement exemplaire des monitrices dans les hameaux forestiers.

Comme l'écrit le général François Meyer qui a rapatrié 300 personnes dans ces camps :

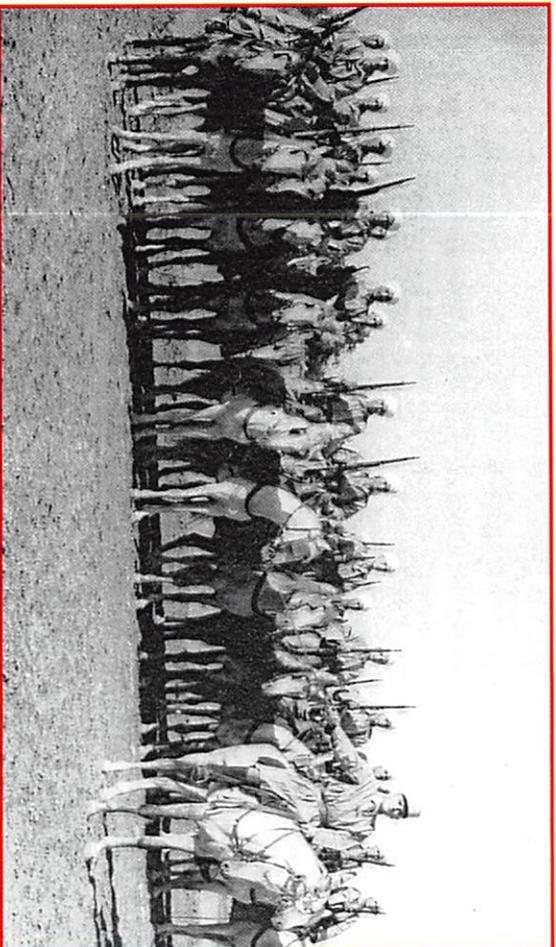
**Les harkis étaient heureux parce qu'ils étaient sauvés**

Le libertaire Gilbert Meynier, et dans une certaine mesure Tom Charbit, décrivent les harkis comme des mercenaires, intermédiaires manipulés par l'armée, fruits du hasard et des circonstances, désunis et démunis d'un programme politique. Meynier minimise les massacres de 1962 (qui seraient inférieurs à 10.000), les attribue aux "marsiens", désireux de racheter leur attentisme, sans implication du F.L.N. Il semble ignorer les directives répressives des wilayas qu'il a pu consulter.

Contre ces contrevérités, il convient de rappeler l'opinion de Mohamed Harbi, pour qui *ce sont les méthodes répressives et les injustices du F.L.N. qui apparaissent comme les motifs principaux de l'engagement massif des harkis*. Leur identité n'a donc pas été forgée après coup, elle est fondée sur l'histoire. Sans doute les harkis n'avaient-ils pas de programme de parti, mais ils se sont engagés politiquement, sous la conduite d'officiers qui les appréciaient, contre le terrorisme et la dictature du F.L.N., et non contre une nation algérienne qui n'existait pas. Ils sont restés fidèles à leur engagement, leur taux de désertion avant le 19 mars étant inférieur à 2 pour 1000. Ils ont été abandonnés par le gouvernement français, livrés au massacre des maquisards et des attentistes, exilés en métropole dans des conditions indignes. Il convient donc de substituer à la désignation de collabos et de traîtres, celle de résistants au totalitarisme et à la dictature du F.L.N., victimes du fanatisme et non du colonialisme.

**Général Maurice Faivre**

Qu'est-il advenu des Groupes de



Médéa - 14 juillet 1956 avant la Fantasia

**E**n 1955, le Maroc ayant accédé à l'indépendance, toutes les troupes françaises formées de ressortissants marocains : Tralleurs, Spahis et tabors, durent être re-stituées au Sultan Mohamed V tout juste rentré de son exil à Madagascar.

Les effectifs de l'armée françaises se creusaient donc, au moment même où des signes d'effervescence et quelques attentats se manifestaient successivement le long de la frontière marocaine, puis en Tunisie (les premiers «fellaghas») et enfin en Algérie dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1955 (jour de la Toussaint).

Des mesures de recombplètement furent prises dans l'urgence. On vit arriver en Algérie des renforts provenant d'Indochine, deux divisions retirées de Tunisie (11<sup>ème</sup> D.I. en 1955 et 14<sup>ème</sup> D.I. en 1957) puis des unités de «rappelés», et enfin d'assez puissants renforts prélevés sur les F.F.A., alors qu'ils étaient théoriquement intégrés dans le dispositif de l'OTAN. (les chars «Patton» M.47 et autres blindés lourds restaient «sur cales» en Allemagne.

Pour remplacer les valeureux Tabors marocain, M. Bourges-Maunoury étant «Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées-Guerre», la décision fut prise de créer «ex-nihilo» une première tranche de quatre Groupes de Compagnies Nomades d'Algérie «GCNA», chaque groupe comprenant trois compagnies à pieds et une compagnie montée. L'effectif de quatre groupes s'élevait à 2500 hommes environ.

Le statut des GCNA n'a jamais été clairement défini. Les cadres d'active furent prélevés sur les régiments stationnés en Algérie avant le 1<sup>er</sup> novembre 1955. Les avis de mutation de ces cadres portaient la mention : «mis à la disposition de M. le Général commandant la X<sup>ème</sup> région militaire pour l'encadrement des Compagnies Nomades d'Algérie». Dès le départ les quatre groupes furent dispersés sur l'ensemble du territoire, ce qui nuisit à la cohésion de l'ensemble. En outre, les officiers et sous-officiers des compagnies à pied étaient des fantassins alors que ceux des compagnies à cheval appartenaient à

l'Arme Blindée Cavalerie. La troupe fut composée de jeunes FSNA engagés volontaires de trois ans sans expérience militaire préalable. Les hommes étaient «au prêt franc», ce qui accentuait encore le caractère hétéroclite du troupeau. Le premier GCNA fut formé en Oranie, le deuxième en Algérois, le troisième en Constantinois, le quatrième désigné prématurément vers l'Aurès, après avoir fait preuve de sa déficience fut ramené sur les Hauts Plateaux du Sud Algérois au confins des territoires du Sud en vue de perfectionner son entraînement.

Le souci principal des commandants de Groupe était d'identifier l'autorité de tutelle des GCNA. M. Bourges-Maunoury, après avoir été Président du Conseil, puis Ministre de l'Intérieur, disparut de la scène politique après 1958. Entre temps, la 5<sup>ème</sup> REM répondait que la mise sur pied et la formation des GÉNA avait été confiée à un certain Colonel Bracelet, qui disposait d'un bureau et d'un téléphone, Rampe vallée à Alger. Les GÉNA ne disposaient d'aucun moyen de transmission. On ignorait tout des directives dont le Colonel Bracelet était depositaire concernant la doctrine d'emploi des «Nomades». D'ailleurs tout le monde s'interrogeait sur le sens à donner à cette appellation. Les officiers anciens expliquaient que les groupes nomades avaient pour mission d'escorter les caravanes sahariennes au moment de la transhumance entre la Mauritanie et le Soudan. Cela permettait de laisser croire que les GÉNA ne dépendaient ni du Commandement territorial, ni du Commandement opérationnel. Les «Secteurs» et les régiments, toujours à court d'effectifs pour réaliser les fameux «bouclage-ratissages», n'osaient s'adresser



### Compagnies Nomades d'Algérie ?

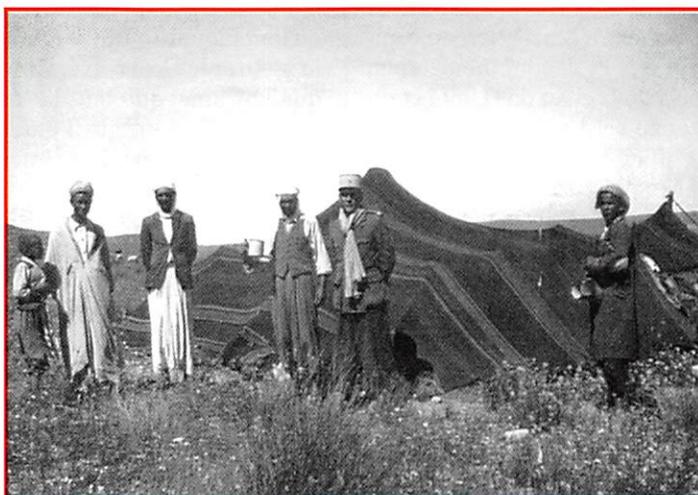
► aux nomades pour boucher un trou au dispositif.

Le recrutement des nomades devait s'effectuer dans les parties Sud des départements, en particulier dans les «Communes mixtes», c'est-à-dire là où il n'existait pratiquement aucun Registre d'État-Civil. Les volontaires devaient avoir atteint l'âge de 16 ans et s'engager pour trois ans. Aucun d'eux ne connaissait sa date de naissance. Pour l'âge, il fallait donc examiner les dents. La solde s'élevait à 1100 francs mensuels de l'époque (1955). Les volontaires ne se bousculaient pas devant la jeep du Lieutenant recruteur qui devait inlassablement se déplacer d'un souk à un autre. La campagne d'Indochine avait été meurtrière et les noms de ceux qui n'avaient jamais rejoint leur douar après Diên Biên Phu étaient toujours dans les mémoires. Parfois un Ancien Combattant reconnaissable aux décorations portées sur son burnous s'avancait avec son fils. Parfois aussi un volontaire attendait à quelque distance du souk. Celui-là embarquait dans la jeep. Un fils à l'Armée, cela représentait un peu d'argent pour la famille. Les sous-officiers musulmans furent recrutés parmi ceux qui arrivant en fin de contrat, se voyaient refuser un rengagement dans leur ancien régime.

La précarité du système de recrutement aurait sans doute pu être surmontée s'il avait été prévu au moins une période de trois mois pour assurer l'instruction de base et la cohésion des unités (y compris pour les compagnies montées)

avant de penser à un engagement contre les Katibas dans l'Aurès. Mais il y avait encore bien des problèmes à résoudre : équipement, remonte, armement. Et la rébellion se consolidait... Il fallu donc aussi acheter des chevaux. Accompagné d'un intendant et d'un vétérinaire, le Lieutenant-recruteur se faisait maquignon et parcourait le bled une nouvelle fois. Un mauvais cheval barbe pouvait coûter 50.000 francs. Dans les remontes, le cheval de tête ou cheval d'officier coûtait 80.000 francs.

Le recrutement et l'achat des chevaux se heurtaient à la concurrence des escadrons de Spahis formés à la même époque sur le modèle et avec le soutien de l'armée régulière. Par exemple, le 2<sup>ème</sup> RCA de Tlemcen prenait en charge la mise sur pied des 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> Escadrons de Spahis dotés de cadres de cavalerie et



“ Nomade, j'étais ” - 1957

de cavaliers aguerris ; les effectifs étaient gérés par la DPMAT (Direction du Personnel de l'Armée de terre).

Après avoir servi trente mois à la 16<sup>ème</sup> Compagnie Nomade d'Algérie à cheval, j'ai été rapatrié à Pforzheim (FFA) au 3<sup>ème</sup> régiment de Spahis Algériens (régiment

doté d'AMX). J'ai donc vécu avec mes camarades le développement de l'insurrection algérienne dans ses diverses manifestations de l'époque. Mais heureusement j'ai vu aussi le renforcement du niveau opérationnel des compagnies nomades. Des armes plus modernes ont été livrées ainsi que des véhicules utilitaires et des moyens de transmissions. Un renfort français de souche est venu atténuer le faux aspect de «troupes supplétives» qui nous desservait à tort.

En trente mois, les GCNA se sont fait une place dans l'ensemble des forces françaises déployées en Algérie et même ont fini par se sentir sur pied d'égalité avec les autres formations. Alors pourquoi les GCNA ne sont-ils jamais cités parmi les unités ayant combattu en Algérie ? Pendant longtemps j'ai espéré trouver la trace de mes anciens nomades de la 16<sup>ème</sup> CNA

comme le fait pour les siens l'Association des Anciens des Affaires Algériennes. Hélas, il est à craindre qu'ils aient tous péri au moment de la dislocation, étant encore plus fragiles que d'autres en l'absence de parrainage vraiment solide au sommet de la hiérarchie.

Je recherche donc désespérément avec l'aide d'un Maréchal-des-logis-chef, devenu Capitaine au 1<sup>er</sup>

REC, tout témoignage portant sur la dissolution du 4<sup>ème</sup> GCNA qui devait se trouver encore autour de Paul-Cazelles (Aïn Ousserah) en 1962.

Je détiens la liste des noms des cavaliers de la 16<sup>ème</sup> CNA, faisant partie de mon escadrons à Guelt. ■

# UNE INCURSION CHEZ LES U.F.L.\*

PAR LE COLONEL GABRIEL ESNAULT - SOUS-OFFICIER EN 58-62

J'avais fait, comme sous-officier, un premier séjour en Algérie de juin 1955 à avril 1960 et, particulièrement, dans le secteur de Guelma (Est Constantinois) au sein du 151<sup>ème</sup> R.I. C'est au cours de ce séjour qu'à partir du début de 1958, je me suis trouvé désigné pour encadrer un centre d'Instruction Harki (C.I.H.) voulu par le Colonel Gousseau, commandant le régiment et où devaient passer, par roulement, les formations Harki du secteur pour un stage d'environ trois semaines comprenant des notions de secourisme, de transmission, entraînement au tir instinctif et au combat avec patrouilles et embuscades. Ce centre était implanté dans les dépendances de la station thermale d'Hammam-Meskoutine le long de la voie ferrée Constantine-Guelma-Bône.

Nommé Adjudant en juillet 1960 et après un séjour au C.I. du 21<sup>ème</sup> B.C.P. à Granville, je suis réaffecté en Algérie en février 1962 et rejoins le 5<sup>ème</sup> Bataillon de Chasseurs dans le Secteur de Frenda (Oranie). Désigné comme adjudant de la 4<sup>ème</sup> compagnie installée à Dominique-Luciani, l'ordre arrive de transformer une compagnie par secteur en Unité de Forces locales. J'ignore si mon expérience précédente au C.I.H. a pesé, mais c'est la 4<sup>ème</sup> compagnie qui devient 493<sup>ème</sup> U.F.L. (\*) L'objectif, à mon humble avis utopique, était, semble-t-il, de créer une sorte de force d'interposition entre l'A.L.N. et les forces françaises après le 1<sup>er</sup> juillet 1962.

Toujours est-il qu'en fin février 1962, nous avons vu partir tous les cadres et chasseurs à l'exception du capitaine, de sergent-chef comptable et de moi-même ainsi que de cinq chasseurs chargés du bureau de l'Unité et du magasin d'armes. En échange sont arrivés une quinzaine d'officiers et de sous-officiers et deux cent trente soldats, tous d'origine algérienne et affectés précédemment dans des corps stationnés en Métropole et aux F.F.A.

Le capitaine a organisé des activités de patrouille et d'instruction entrecoupées de séances de sport, mais l'ambiance était lourde et le moindre incident exploité négativement. Il faut reconnaître que la situation n'était pas facile pour ces hommes qui se demandaient comment ils seraient accueillis dans cette Algérie aux mains du F.L.N. alors qu'ils avaient passé toute la guerre «hors du coup». Cependant, à force de fermeté «adaptée», tout cela a fonctionné vaille que vaille jusqu'à la mi-juin. Parmi les initiatives que le capitaine avait cru devoir prendre pour détendre l'atmosphère, il y eut la rocambolesque récupération du B.M.C. (\*) du 29<sup>ème</sup> Bataillon de Tirailleurs qui venait d'être dissous et que je suis allé chercher avec deux G.M.C.

Je garde encore le souvenir amusé de mon retour triomphal, ces dames et leurs impedimenta juchés sur les véhicules et entourés de garçons enthousiastes et vociférants. Sans entrer dans le détail, je dois dire que le fonctionnement de cette «structure» a causé quelques soucis supplémentaires à l'Adjudant de Compagnie que

j'étais ! C'est en fait vers le 15 juin que l'U.F.L. a quitté Dominique-Luciani pour occuper le bordj situé sur les hauteurs de Frenda et libre depuis la dissolution de la S.A.S. qui l'occupait depuis des années.

Ma présence ainsi que celle des cadres européens et chasseurs s'est terminée le 30 juin au soir, la compagnie passant aux ordres du lieutenant le plus ancien.

Je me souviens encore, non sans émotion, de ce départ à la fin de la cérémonie des couleurs, le capitaine quittant le bordj dans un silence impressionnant, le drapeau sous le bras, encadré par le chef-comptable et moi devant l'U.F.L. au «présentez-armes».

Dans les deux jours qui ont suivi la proclamation de l'indépendance, il m'a été donné de voir certains de ces garçons patrouillant dans Frenda mais le 3 juillet aux aurores, je me trouve convoqué par l'officier supérieur du bataillon qui m'ordonne de monter au bordj avec une escorte, un habitant nous ayant prévenus (et non pas le F.L.N.) que les portes étaient grandes ouvertes avec des affaires disséminées dans la cour centrale. Je constate en effet que cette cour est jonchée de paquetages et, en parcourant les locaux, que les cantines des cadres, les matériels d'ameublement et de bureau, de l'atelier-auto et des cuisines, le tout représentant une valeur marchande conséquente, sont intacts, y compris le ravitaillement de la quinzaine que le bataillon leur avait fourni la veille. Si ma mémoire est bonne et après inventaire, l'officier d'ordinaire m'a dit qu'il manquait... une bouteille de sirop ! Restaient aussi la moto et le Dodge 4x4. Par contre les deux G.M.C. manquaient ainsi que tout l'armement et les munitions de dotation. Que s'était-il passé ?

D'après certaines informations recueillies par la suite, il semblerait que l'Unité ait été contactée par un envoyé du parti de Ben Khedda (alors en lutte contre Benbella) et se soit laissé embarquer. Que sont-ils devenus ? Je n'ai jamais eu d'informations certifiées à ce sujet mais des rumeurs ont fait état d'un accrochage avec l'A.L.N. à la suite duquel les cadres auraient été éliminés et les hommes renvoyés ou incorporés dans l'A.L.N.

Matériels et alimentation ont été récupérés par le bataillon et, comme dernière mission, j'ai passé un certain nombre de jours à brûler une partie des deux cents et quelques paquetages sous l'œil de membres de l'A.L.N. qui surveillaient l'opération mais avaient manifestement l'ordre de ne pas intervenir.

Pour ma part, le 5<sup>ème</sup> B.C.P. étant dissous, j'ai rejoint le 10<sup>ème</sup> B.C.P. à Oran le 1<sup>er</sup> septembre mais pour un temps très bref puisque, admis au concours des Écoles d'Armes, j'ai intégré l'École d'Application de l'Infanterie à Saint-Maixent le 1<sup>er</sup> octobre 1962. ■

(\*) U.F.L. = Unité de Force Locale -  
B.M.C. = Bordel Militaire de Campagne !

# SOUS-OFFICIER DE S.A.S.

DE LINO VINÉIS - ADJOINT DU CHEF DE LA S.A.S. DE CHENDER  
GK DRA-EL MIZAN 1960-61



**A** une époque où les Anciens Combattants et plus particulièrement ceux d'Algérie, dont je fais partie, sont mis au ban par une partie des courants de pensée et des médias, j'ai tenu à apporter mon modeste témoignage sur ce que fut l'action de l'Armée et des organisations para-militaires implantées en Algérie.

J'ai été un de ces appelés qui ont servi sous l'uniforme des Affaires Algériennes ou S.A.S.

Promu Sergent, j'arrivai donc un matin de décembre 1960 à la S.A.S. de Chender où, comme de juste, je fus reçu par un bizutage en règle. Le Sous-Lieutenant que je devais remplacer me mit assez rapidement au courant du travail qui m'attendait comme adjoint au Chef de S.A.S. J'eus en charge la section de Moghaznis, la gestion de la cantine et des munitions et quelques tâches civiles ou administratives au besoin.

Une équipe du 2/9<sup>ème</sup> RIMA nous appuyait en se chargeant de l'assistance médicale gratuite, des laissez-passer, des transmissions, et un Sous-officier Français-Musulman sorti de l'école des Moniteurs d'Issoire, s'occupait de l'école communale où il obtenait d'excellents résultats car les enfants ne demandaient qu'à s'instruire quand les parents ne nous mettaient pas trop de bâtons dans les roues, conseillés en cela par la propagande rebelle qui allait jusqu'à affirmer que nous égorgeons les enfants dans les classes, comme c'est arrivé à Bord-Ménaiel en 1961, où une ruée de «Fatmas» déferla dans la ville, armées de bâtons et d'autres ustensiles pour essayer de sauver leurs enfants, qui, eux, étaient tout simplement dans leurs classes en train d'étudier. L'Armée par bonheur n'avait pas réagi et les Fatmas n'e-

rent plus qu'à se dépêcher de rentrer au gourbi, en grand danger d'être bastonnées par leurs époux si le couscous n'était pas cuit à temps...

La plus belle réussite de notre petite école, fut que la S.A.S. put embaucher un élève de quatorze ans qui en sortait pour lui confier des petits travaux d'écriture, ce dont il n'était pas peu fier.



Ecole ouverte dans une grange aménagée dans le village de Tamazirt - Grande Kabylie (photo Daniel Abolivier)

La vie du poste commença avec ses embuscades, patrouilles, opérations et le reste du temps les tâches administratives dans les quatre villages que nous administrions. Ayant mes permis civils, je fus rapidement chargé de ravitailler les chantiers avec un camion benne ; je jouissais de ce fait d'une grande liberté car j'étais souvent sur route ou sur piste, mais avec un petit inconvénient de me promener souvent tout seul dans le djebel et de vérifier ainsi cette maxime très usitée en Algérie «une olive, un litre d'huile», quand je devais passer à vitesse réduite dans un défilé.

Une autre activité de la S.A.S était le renseignement, car les civils pouvaient venir chez nous sous un prétexte quelconque, soins ou papiers, sans trop attirer l'attention des personnes favorables aux rebelles, ce qui n'était pas toujours le cas dans les postes tenus par

l'Armée.

Au bout de six mois de cette vie de poste, je fus muté à l'E.L.A. Étant mécanicien et ayant déjà eu l'occasion de réparer les véhicules de Chender, je fus chargé de créer un garage pour les véhicules de l'arrondissement pour que les chefs de poste puissent avoir rapidement leurs moyens automobiles en réparation ; je devais aussi faire les dépannages sur place dans la mesure du possible, le reste du temps étant occupé par des missions ponctuelles et diverses, comme assurer les transports à caractère militaire, ce qui me valut d'abattre de nombreux kilomètres, revenant souvent à la tombée de la nuit sur les routes fermées où les gradés des barrages me laissaient passer, étant connu d'eux à force de me voir.

Ces divers travaux m'occupant à longueur de journée, je fus autorisé à

faire venir ma femme et la Sous-préfecture m'octroya un logement en ville. Ici se place une anecdote : ayant été chercher ma femme à l'aéroport d'Alger dans une voiture civile et accompagné par un supplétif en armes, celle-ci le prit pour un fellagha et discrètement, avec un air de reproche, elle me demanda si j'étais passé à la rébellion ; bien entendu, je l'assurai qu'il n'en n'était rien et que ce soldat était de notre bord ! (authentique).

Pendant l'été 1961, je dus remplacer un officier parti en permission, comme Chef de S.A.S. Cet officier avait mis en route un village de regroupement en dur ainsi que la captation d'une source, pour pouvoir amener l'eau au village. Ainsi recommença la vie de poste avec son cortège de travaux divers, ma femme s'occupant des enfants du village au besoin. Un dimanche, une femme qui venait d'accoucher

▶ étant malade, je réussis, avec force palabres, à l'emmenner dans un dispensaire militaire à plusieurs kilomètres de mon poste. Il avait fallu pour qu'elle consente à venir, embarquer le tonton, le frère, ma femme et une escorte en armes, mais ce fait provoqua un déclic dans le village et dès le lendemain, nous ne pouvions plus y passer sans que les gens nous invitent dans leurs mechtas à prendre le thé ou autre. Nous étions, ma femme et moi, les seuls européens à entrer dans le village, du fait que je dirigeais le poste.

Vint le temps où je devais être libéré de mes obligations. Pour mon dernier dimanche, je fus invité dans un poste. Sur le chemin du retour, le soir, je vis au sommet d'une côte, deux hommes habillés comme des G.M.S. La chose étant fréquente, je ne m'inquiétais pas, mais arrivés à leur hauteur, ils se jettèrent dans le fossé et nous mirent en joue. Surpris et ne pouvant rien faire, je donnai deux ou trois coups de klaxon, ce qui les déconcerta et ils en oublièrent de tirer ce qui m'arrangea bien. Quant à ma femme, en cherchant bien je la retrouvai sous le tableau de bord de ma Jeep. Nous en avons bien ri, mais seulement quelque temps après... ■

Notre camarade Vinéis est décédé. Son article me donne l'occasion de rendre hommage au dévouement des Sous-Officiers des S.A.S. sans lesquels les Chefs de S.A.S. auraient été souvent bien démunis ! Ils étaient des "Jack of all trades", mis à toutes les sauces (comme les officiers S.A.S d'ailleurs !) mais ils étaient plus proche des Moghaznis, organisant les tours de garde, réglant les chikayas, etc.

N'ayant pas de photos de l'auteur, j'ai illustré son article par une photo de ma S.A.S. également en G.K. D.A.

### Extrait de lettre de la veuve d'un Moghazni de la S.A.S. de Barbacha « Mort pour la France »

... «Actuellement, je suis âgée de 75 ans, ayant droit, j'ai adressé une demande au service départemental des anciens combattants et victimes de guerres de Paris, en lui demandant si j'ai le droit de réclamer une Carte du Combattant au nom de mon époux mort pour la France, leur réponse a été favorable mais ils m'ont exigée l'attestation des services de feu mon époux, j'ai adressé une demande au bureau central d'archives Administratives militaires de Pau en vue de me faire parvenir cette attestation de services concernant feu mon époux, le directeur de ce service m'a fait parvenir une certificat de position militaire de mon époux et, il m'a informé que son service n'est pas compétent en matière d'authentification des services SAS et il m'a orienté vers le Service Central des Rapatriés Bureau des personnels des anciens services français en Algérie. De ce fait, j'ai adressé une demande à ce service en 2005 mais je n'ai rien reçu de leur part même pas une orientation possible qui m'aidera à trouver l'adresse exacte ou je dois adressé mes demandes».....

Finalement la veuve a écrit au Chef de S.A.S. qui avait signé l'Acte de décès de son mari en tant que Délégué Spécial à l'adresse de l'association qui est maintenant connue en Algérie.

Je lui ai envoyé l'attestation du chef de S.A.S. et indiqué la marche à suivre pour obtenir un «Certificat Administratif» du Service Central des Rapatriés d'Agen mais cela ne donnera aucun droit à la veuve... Encore quelques années et nous serons tous morts et le problème sera réglé !... Au Québec on se souvient encore de l'abandon par la France des populations françaises et comment les Officiers de sa Majesté sont rentrés en France avec les honneurs, laissant les malheureux colons se débrouiller avec les Anglais ! Mais là nous avons été battus militairement... D.A.

### ANNIVERSAIRE....

#### Cinquantième anniversaire du 13 mai 1958

Voilà un anniversaire qui laisse un goût amer  
à ceux qui l'ont vécu !

Que d'espoirs ces manifestations n'ont-elles pas soulevés ! Comment «Qui vous savez» en a profité pour se faire rappeler et comment ensuite, ceux la mêmes qui ne les avaient pas vécus les ont niés ou ont mis en doute leur spontanéité...

Ce serait un sujet d'article intéressant pour le prochain bulletin...

# TÉMOIGNAGE

## DU LT-COLONEL RAYMOND MONTANER

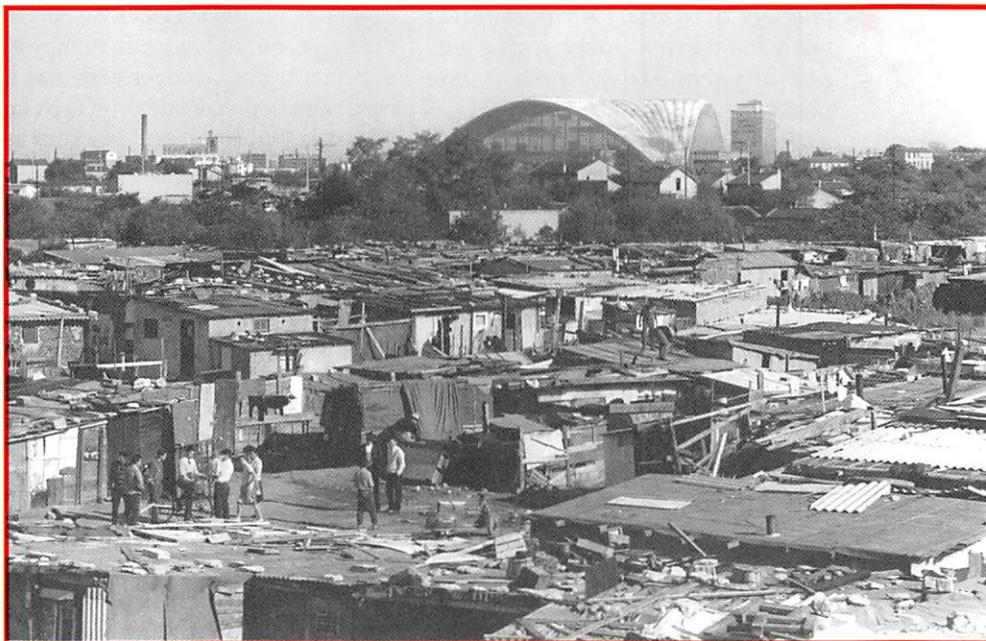
SUR LE BIDONVILLE DE NANTERRE EN 1958



**Extrait du livre de  
M. Rémy Valat  
«Les calots bleus  
et la bataille de Paris»  
Documents Michalon  
(voir bibliographie)**

«Je suis arrivé à Nanterre en octobre 1958. les bureaux de la SAT, la future SAT, avaient été aménagés dans le pavillon des contagieux de la maison départementale de Nanterre. C'était un asile réservé aux vieillards indigents, aux clochards ramassés dans les rues de Paris par la police, et conduits dans cette maison pour être douchés, désinfectés, rhabillés par le service social, puis relâchés. Cette maison jouxtait le bidonville de Nanterre. Pour être en contact direct avec mes administrés, un week-end, j'ai fait une brèche dans ce mur pour y placer une porte. Une porte à mes frais. Cette initiative m'a causé des très gros ennuis, car le mur d'enceinte était paraît-il classé patrimoine historique. En fait, j'avais fait placer cette porte parce qu'à l'entrée de l'asile se trouvait un poste de police, chargé de contrôler les entrées et les sorties, et cela était très peu apprécié par les habitants du bidonville qui venaient me voir. De ma prise de contact, je garde un très mauvais souvenir.

Au moment où je le découvrais, celui du Clos Salembier que je venais de quitter m'apparaissait comme un paradis à côté de ce tas de misère. J'étais absolument stupéfait que cela puisse exister aux portes de la capitale. Je vous avoue que lorsque je me suis retrouvé dans mon bureau, isolé, coupé du bidonville par un mur, je me suis posé la question : «Comment faire pour pénétrer dans ce bidonville ?» La réponse : «aller à la rencontre des habitants ! Et c'est ce que j'ai fait sur le champ».



Le bidonville de Nanterre en 1958 (Photo Jean Pottier)

Nanterre était comme la majorité des communes de la banlieue parisienne, un fief communiste, dont le Maire s'appelait Barbet, un brave homme en somme, que j'ai souvent malmené. Je dois l'avouer. Je l'ai provoqué dès que l'occasion s'est présentée. Et je me suis rendu compte que mon désaccord avec le maire ma rapprochait de plus en plus de mes administrés. Augmentation des points d'eau publics, amélioration de l'éclairage, augmentation des points lumineux et de leur puissance, enlèvement des ordures ménagères plus fréquent, amélioration de l'état des ruelles avec écoulement des eaux, etc. J'ai rencontré une femme extraordinaire, dans le bidonville de Nanterre, Suzanne Urweg, médecin qui venait souvent y prodiguer gratuitement ses soins.

Les gens connaissaient son adresse et en cas d'urgence allaient la chercher la nuit à son domicile. J'avais pour elle une grande admiration et notre amitié, je dois l'avouer, m'a bien aidé dans ma mission. D'autres amies bénévoles

ont aussi accepté de faire du social à Nanterre, je ne citerai que les plus importantes parmi elles : Clara Lanzi, présidente du Secours de France et la Comtesse d'Har-court de la Croix Rouge.

Mes bureaux étaient de plus en plus fréquentés et je me rendais compte que cette population acceptait facilement de se rapprocher de notre administration pour des questions de recensement, cartes d'identités, pensions aux anciens combattants, demandes d'emploi, demandes de logements, etc. Chaque jour j'allais prendre un café dans une baraque, transformée en café-restaurant. Les habitants venaient bavarder, surtout le samedi où beaucoup d'entre eux ne travaillaient pas. Le rapprochement de cette population avec notre administration n'a duré que quelques mois, car le F.L.N. est venu mettre le holà . Le patron du café-restaurant a disparu, reparti en Algérie, paraît-il, mes bureaux de moins en moins fréquentés. Et un jour, un ancien combattant d'Italie, à qui j'avais fait verser sa

# LES CALOTS BLEUS ET LA BATAILLE DE PARIS

LIVRE DE RÉMY VALLAT

(suite de la page 13)

## COMMENTAIRE DU GÉNÉRAL MAURICE FAIVRE

► *pension avec effets rétroactifs, est venu me voir en passant non pas par la porte privée, mais par le poste de police qui était moins surveillé par le F.L.N. - l'homme tint au capitaine Montaner approximativement ces propos : «Ne viens plus seul dans le bidonville, car tu es en danger. Tu sais l'organisation F.L.N. en France est forte et bien organisée. Fais attention à toi. Seule la force peut arrêter le F.L.N. Il faut comme en Algérie recruter des harkis qui aiment la France. Les policiers ne comprennent rien aux Arabes et souvent ils arrêtent les bons et laissent partir les mauvais !» Et c'est comme ça que l'idée de créer une force de police auxiliaire m'est venue. ■*

Source :  
témoignage du Lieutenant-Colonel Raymond Montaner  
Chef de la S.A.S. de Khémis (Tlemcen-Sebdou) 55-57. de la S.A.U du Clos Salembier (Alger) 57-57 & Chef de la S.A.T.F.M.A. de Paris 57-65. (Unité de Police Franco-Musulmane de Paris).



«Les calots bleus et la  
bataille de Paris»  
de Rémy Vallat  
(voir bibliographie)

Dénommés parfois Harkis de Paris, les calots bleus ont fait l'objet de vives critiques de la part du collectif des avocats et des sympathisants du F.L.N., qui les ont accusés des pires exactions lors de la lutte qu'ils ont menée de 1960 à 1962 contre les wilayas parisiennes de la Fédération de France. Mais aucune étude exhaustive ne leur avait été consacrée.

Le documentaliste Rémy Vallat corrige cet oubli en nous livrant le résultat de recherches approfondies dans les archives de la Préfecture

de Police et des services de renseignement, qui ont saisi de nombreux documents des Groupes armés et de l'organisation spéciale du F.L.N. Les annexes publiées sur les sources publiques et privées, les témoignages recueillis et la bibliographie consultée témoignent du caractère scientifique de ce travail.

Après avoir montré comment dès 1923 la Préfecture de Police s'est efforcée de contrôler la communauté musulmane résidant en France, puis de réprimer les activités subversives des nationalistes maghrébins, l'auteur indique comment des services d'assistance technique (SAT) analogues aux Sections Administratives Urbaines (SAU) d'Algérie, ont été chargés de surveiller et d'aider la population musulmane, avant que le Lt-Colonel Montaner ne propose la formation d'une unité combattante à base de policiers auxiliaires musulmans.

Recrutée en majorité dans les SAS d'Algérie, la force auxiliaire de police (FAP ou FPA) a été constituée en janvier 1960 et organisée en trois compagnies d'une centaine d'hommes aux ordres d'un officier français. Les compagnies étaient articulées en huit sections d'une vingtaine de policiers, commandées par des chefs algériens. L'effectif total n'a pas dépassé 400 hommes, dont 304 sont intégrés dans la police en 1963 par le Préfet Papon.

Après une courte période de formation, les compagnies ont été implantées du 20 mars au 25 juin 1960 dans des arrondissements contrôlés par le F.L.N. (13-14-18<sup>ème</sup>) en vue d'y rechercher le renseignement par des interrogatoires musclés mais sans recours à la torture, et par l'infiltration d'agents dans les réseaux terroristes. Les policiers auxiliaires sont en butte à des attaques de commandos qu'ils repoussent avec succès mais non sans pertes ; les disparus sont retrouvés étranglés. L'auteur décrit leurs activités jour après jour, leur état d'esprit, leur courage, la cohésion de l'en-

semble malgré le double jeu de quelques-uns. Regroupés au fort de Noisy, ils poursuivent leurs opérations offensives et participent à la répression de la manifestation du 17 octobre 1961, sans brutalité cependant ; le jet de prisonniers dans la Seine depuis la Préfecture de Police «semble relever du fantasme».

L'auteur met en lumière la direction à la fois ferme et humaine du Colonel Montaner ; connaisseur de la langue et de la psychologie musulmane, il commande d'une façon paternaliste, parfaitement acceptée, qui favorise la camaraderie et l'esprit de corps de son unité. Il ne tolère ni les alcooliques, ni les violents ni les trafiquants, et exclut soixante dérivants. Le président Viatte, de la Commission de Vérification des mesures de sécurité inspecte la FPA et conclut que la discipline est très stricte et que rien d'anormal ou d'irrégulier n'est toléré. Quant au président de la commission de Sauvegarde, Maurice Patin, il dément les contrevérités énoncées par les avocats.

Devenue l'unité offensive de la Préfecture de Police, la FPA a constitué le point de fixation des attaques des commandos ennemis et a démantelé la wilaya choc de Paris. Son action psychologique n'a sans doute obtenu que des résultats locaux et passagers, bien que son action anti-terroriste ait été souvent approuvée par la communauté musulmane. Le bilan opérationnel s'exprime en cent dix terroristes mis hors de combat, 34 armes de guerre, 170 armes de poing, 104 grenades et 37 bombes, pains de plastic et obus récupérés. Démoralisées, les troupes du F.L.N. cessent le combat. Ce succès explique sans doute les accusations des ennemis de la FPA et de leurs complices. L'excellent livre de Rémy Vallat contribue à réhabiliter une formation, dont l'organisation et le mode d'action devraient servir de modèle dans la lutte contre le terrorisme d'aujourd'hui. ■

Maurice Faivre

# TÉMOIGNAGE



<p>AR3- Extrait de l'acte de décès n° _____ de l'époux</p> <p>Décédé le (5) <u>15</u> / <u>19</u></p> <p>à (6) _____ (Alger)</p> <p>Acte (3) établi le <u>22 septembre 1998</u> au <u>Service Central de l'Etat Civil</u></p> <p>Délivré conforme (4) { au registre le _____ à l'acte original le <u>24 SEP. 1998</u></p> <p>MENTIONS MARGINALES (7) <i>L'officier de l'état civil</i> "Mort pour la France" Décision du Ministre de la Défense n° 521-PC-7 en date du 19 Mai 1960 <i>Cherade</i></p> <p>Extrait de l'acte de décès n° _____ de l'épouse</p> <p>Décédée le (5) _____</p> <p>à (6) _____</p> <p>Acte (3) _____ le _____ au (11) _____</p> <p>Délivré conforme (4) { au registre le _____ à l'acte original le _____</p> <p>MENTIONS MARGINALES (7) <i>L'officier de l'état civil</i> (Sceau)</p>	<p><u>Adouaou</u> du <u>16</u> / <u>19</u> Extrait de l'acte de naissance n° _____</p> <p>Le <u>20</u> / <u>19</u></p> <p>à _____ heure(s) _____ minute(s)</p> <p>à (8) <u>tl.</u> (Alger)</p> <p>est né (9) _____</p> <p>du sexe <u>masculin</u></p> <p>Acte _____ (3) le _____ au (11) _____</p> <p>Délivré conforme (4) { au registre le _____ à l'acte original le <u>24 SEP. 1998</u></p> <p>MENTIONS MARGINALES (10) <i>L'officier de l'état civil</i> (Sceau) Adopté par la nation en vertu d'un jugement rendu par le Tribunal de grande Instance de Paris (Alger) le 2 Mars 1960 <i>Cherade</i></p> <p>Extrait de l'acte de décès n° _____</p> <p>Décédé le (5) _____</p> <p>à (6) _____</p> <p>Acte (3) _____ le _____ au (11) _____</p> <p>Délivré conforme (4) { au registre le _____ à l'acte original le _____</p> <p>MENTIONS MARGINALES <i>L'officier de l'état civil</i> (Sceau)</p>
---	---

On refuse à un pupille de la nation, fils d'un Officier "Mort pour la France",  
la réintégration dans la nationalité française..... sans commentaire.

## ANECDOCTE !

Dans l'Algérie indépendante règne une certaine  
nostalgie de l'Algérie française :

" En ce temps là, il y avait des pigeons  
dans les squares ! "



Timbre  
pour le bicentenaire  
d'Abd El Kader  
Voir Bulletin n° 6  
Octobre 1996

Monsieur le Président,

*En brandissant l'injure du génocide de l'identité algérienne par la France, vous saviez bien que cette identité n'a jamais existé avant 1830. M. Ferrat Abbas et les premiers nationalistes avouaient l'avoir cherchée en vain. Vous demandez maintenant repentance pour barbarie ; vous inversez les rôles !*

*C'était le Maghreb ou Ifriqiya, de la Lybie au Maroc. Les populations, d'origine phénicienne (punique), berbère (numide) et romaine, étaient, avant le VIII<sup>ème</sup> siècle, en grande partie chrétiennes (500 évêchés dont celui d'Hippone/Annaba, avec Saint Augustin). Ces régions agricoles étaient prospères.*

*Faut-il oublier que les Arabes, nomades venant du moyen Orient, récemment islamisés, ont envahi le Maghreb et converti de force, «bécif» (par l'épée), toutes ces populations. «Combattez vos ennemis dans la guerre entreprise pour la religion... Tuez vos ennemis partout où vous les trouverez» (Coran, sourate II, 186-7). Ce motif religieux était élargi par celui de faire du butin, argent, pierreries, trésor, bétail, et aussi bétail humain, ramenant par troupeaux des centaines de milliers d'esclaves berbères ; ceci légitimé par le Coran comme récompense aux combattants de la guerre sainte (XLVIII, 19, 20). Et après quelques siècles de domination islamique, il ne restait plus rien de l'ère punico romano berbère, si riche que des ruines (Abder-Rahmane ibn Khaldoun el hadrami, Histoire des berbères, T1, p.36-37-40-45-46.1382).*

*Faut-il oublier aussi que les Turcs Ottomans ont envahi le Maghreb pendant trois siècles, maintenant les tribus arabes et berbères en semi esclavage, malgré la même religion, les laissant se battre entre elles et prélevant la dîme, sans rien construire en contrepartie.*

*Faut-il oublier que les Turcs ont développé la piraterie maritime, en utilisant leurs esclaves. Ces pirates barbaresques arraisonnaient tous les navires de commerce en Méditerranée, permettant, outre le butin, un trafic d'esclaves chrétiens, hommes, femmes et enfants. Dans Alger des corsaires du XVI<sup>ème</sup> siècle, il y avait plus de trente mille esclaves enchaînés. D'où les tentatives de destruction de ces bases depuis Charles Quint, puis les bombardements anglais, hollandais et même américains... Les beys d'Alger et des autres villes se maintenaient par la ruse et la force, ainsi celui de Constantine, destitué à notre venue, ayant avoué avoir fait trancher douze mille têtes pendant son règne.*

*Faut-il oublier que l'esclavage existait en Afrique depuis des lustres et existe toujours. Les familles aisées musulmanes avaient toutes leurs esclaves africains. Les premiers esclavagistes, Monsieur le Président, étaient les négriers noirs eux-mêmes qui vendaient leurs frères aux musulmans du Moyen Orient, aux Indes et en Afrique (du Nord surtout), des siècles avant l'apparition de la triangulaire avec les Amériques et les Antilles, ce qui n'excuse en rien cette dernière, même si les esclaves domestiques étaient souvent bien traités.*

*Faut-il oublier qu'en 1830, les Français sont venus à Alger détruire les repaires barbaresques ottomans qui pillaient la Méditerranée, libérer les esclaves, et, finalement, affranchir du joug turc les tribus arabes et berbères opprimées.*

*Faut-il oublier qu'en 1830, il y avait à peu près cinq mille Turcs, cent mille Kouloghlis, trois cent cinquante mille Arabes et quatre cent mille Berbères dans cette région du Maghreb où n'avait jamais existé de pays organisé depuis les Romains. Chaque tribu faisait sa loi et combattait les autres, ce que l'Empire Ottoman favorisait, divisant pour régner.*

*Faut-il oublier qu'en 1830 les populations étaient sous-développées, soumises aux épidémies et au paludisme. Les talebs les plus évolués qui servaient de toubib (les hakems), suivaient les recettes du grand savant «Bou Krat» (ou plutôt Hippocrate), vieilles de plus deux mille ans. La médecine avait quand même sérieusement évolué depuis !*

*Faut-il oublier qu'à l'inverse du génocide, ou plutôt du massacre arménien par les Turcs, du massacre amérindien par les Américains, du massacre aborigène par les Anglais et du massacre romano-berbère par les Arabes entre l'an 700 et 1500, la France a soigné, grâce à ses médecins (militaires au début, puis civils) toutes les populations de Maghreb les amenant de moins d'un million en 1930 en Algérie à dix millions en 1962.*

*Faut-il oublier que la France a respecté la langue arabe, l'imposant même au détriment du berbère, du tamashek et des autres dialectes, et a respecté la religion (ce qui n'était pas le fait des Arabes, forçant les Berbères chrétiens à s'islamiser pour ne pas être tués, d'où le nom de «kabyले» - j'accepte.*



*Faut-il oublier qu'en 1962 la France a laissé en Algérie, malgré des fautes graves et des injustices, une population à la démographie galopante, souvent encore trop pauvre - il manquait de temps pour passer du Moyen-Age au XX<sup>ème</sup> siècle - mais en bonne santé, une agriculture redevenue riche grâce aux travaux des jardins d'essais, des usines, des barrages, des mines, du pétrole, du gaz, des ports, des aéroports, un réseau routier et ferré, des écoles, un Institut Pasteur, des hôpitaux, une université, la poste... Il n'existait rien avant 1830. cette mise en place d'une infrastructure durable, et le désarmement des tribus, a été capital pour l'État naissant d'Algérie.*

*Faut-il oublier que les colons français ont asséché, entre autres, les marécages palustres de la Mitidja, y laissant de nombreux morts, pour en faire la plaine la plus fertile d'Algérie, un grenier à fruits et légumes, transformée depuis leur départ, en zone de friche industrielle.*

*Faut-il oublier que la France a permis aux institutions de passer, progressivement, de l'état tribal à un État nation, et aux hommes de la sujétion à la citoyenneté en construction, de façon, il est vrai, insuffisamment rapide. le colonialisme, ou plutôt la colonisation a projeté le Maghreb, à travers l'Algérie, dans l'ère de la mondialisation.*

*Faut-il oublier qu'en 1962, un million d'européens ont dû quitter l'Algérie, abandonnant leurs biens pour ne pas être assassinés ou, au mieux, de devenir des habitants de seconde zone, des «dhimmis», méprisés et brimés, comme dans beaucoup de pays islamisés. Il en est de même de quelques cent mille israélites dont nombre d'ancêtres s'étaient pourtant installés, là, mille ans avant que le premier arabe musulman ne s'y établisse. Était-ce une guerre d'indépendance ou encore de religion ?*

*Faut-il oublier qu'à notre départ en 1962, outre au moins soixante-quinze mille Harkis, sauvagement assassinés, véritable crime contre l'humanité, et des milliers d'européens tués ou disparus, après ou avant, il est vrai, les excès de l'O.A.S., il y a eu plus de deux cent mille tués dans le peuple algérien qui refusait un parti unique, beaucoup plus que pendant la guerre d'Algérie. C'est cette guerre d'indépendance, avec ses cruautés et ses horreurs de part et d'autre, qui a fondé l'identité algérienne. les hommes sont ainsi faits!*

*Monsieur le Président, vous savez que la France forme de bons médecins, comme de bons enseignants. vous avez choisi, avec votre premier ministre, de vous faire soigner par mes confrères du val de Grâce. L'un d'eux, Lucien Baudens, créa la première École de Médecine d'Alger en 1832, insistant pour y recevoir des élèves autochtones. Ces rappels historiques vous inciterons, peut-être, Monsieur le Président, à reconnaître que la France vous a laissé un pays riche, qu'elle a su et pu forger, grâce au travail de toutes les populations, des plus pauvres aux plus aisées - ces dernières ayant souvent connu des débuts très précaires . La France a aussi créé son nom qui a remplacé celui de Barbarie. Personne ne vous demandera de faire acte de repentance pour l'avoir laissé périr, mais comment expliquer que tant de vos sujets, tous les jours, quittent l'Algérie pour la France ?*

*En fait, le passé, diabolisé, désinformé, n'est-il pas utilisé pour permettre la mainmise d'un groupe sur le territoire algérien ? Je présente mes respects au Président de la République, car j'honore cette fonction.*

Un citoyen français

**André Savelli**

Professeur Agrégé du Val de Grâce

Le Professeur André Savelli est né en 1927 à Rabat de parents originaires de Blida et Oued El Aleug. C'est l'aîné de sept garçons, il a fait ses études secondaires à Rabat. Il entre à la Faculté de Médecine d'Alger en 1945 puis à l'École du Service de Santé de Lyon. Il passe sa thèse à Alger sous la direction du professeur Benhamou puis exercera deux ans comme médecin militaire à In-Salah avant de rejoindre le 1<sup>er</sup> RTA et l'Hôpital Duclos à Blida. En 1961 il sera nommé chef du service neuro-psychiatrique de l'Hôpital Maillot à Alger puis sera nommé Professeur Agrégé au Val de Grâce. Par la suite il fut Maître de Recherche à l'INSERM puis directeur de l'UER de psychologie à la Faculté des Lettres de Montpellier et chargé de cours de Criminologie psychiatrique à la Faculté de Droit.

Un autre président devrait lire cette lettre...

D.A.

# POUR LE RESPECT DU MARÉCHAL LYAUTEY

PAR LE COLONEL GEOFFROY

PRÉSIDENT ASSOCIATION MARÉCHAL LYAUTEY (\*)

(\*) *Plaidoyer pour le respect de Lyautey et de la mémoire coloniale outragée grâce à des fonds publics. Colonel Geoffroy - Président Association Maréchal Lyautey - Chef de la S.A.S. de Taguine (Titteri-Paul-Cazelles - 60/62).*

**S**ous nos yeux les détracteurs de l'épopée coloniale de la France continuent par tous les moyens leur ignoble besogne au service de leur idéologie, avec des complicités connues, mais souvent aussi insoupçonnées sinon insoupçonnables. De nombreuses réactions indignées émanent des associations et des citoyens respectueux de la vérité historique qui composent la majorité dite silencieuse. Elle est silencieuse, non pas parce qu'elle n'a rien à dire, mais parce que les médias les plus influents, rodés à la désinformation, lui refusent la parole. Elle est silencieuse aussi parce qu'elle ne manifeste pas dans la rue pour se faire entendre. Elle se manifeste heureusement dans les urnes.

Nous pouvons désormais nous référer à l'esprit et à la lettre des déclarations et des discours du Président Nicolas Sarkozy pendant sa campagne et en particulier, celui de Toulon le 7 février et celui de Metz le 17 avril 2007, dans lequel il a cité le Maréchal Lyautey " *ce grand soldat, a-t-il dit à Metz, qui fut aussi un homme de cœur qui fit aimer la France partout où il la servit* ". En nous plaçant dans la perspective promise d'une " France fière de son histoire et d'une République fidèle à ses valeurs " nous attendons des signaux forts qui incitent au respect de la mémoire de tous ceux qui ont fait ce que l'on a appelé "la plus grande France" ainsi que de l'œuvre humaine sociale et économique qu'ils ont accomplie.

Le Maréchal Lyautey, compte tenu de sa personnalité marquante et de l'ampleur de son œuvre, apparaît bien comme un des symboles forts de l'histoire coloniale. Et, à ce titre, l'abrogation du décret régalien du 16 novembre 2006 apparaîtrait comme un de signaux forts. Il y a urgence, car, sur les vingt millions d'investissements accordés, des crédits

importants ont déjà été engagés pour défigurer et détourner de sa vocation première le Palais souvent appelé Palais Lyautey situé à la Porte Dorée, dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

Ce décret créant l'Établissement public de la porte Dorée " Cité nationale de l'histoire de l'immigration " au Palais Lyautey, a pour conséquence d'outrager la mémoire de Lyautey, de contribuer de façon officielle à effacer tout rappel de notre passé colonial, d'instituer l'anticolonialisme et la repentance et d'offrir une plateforme au terrorisme intellectuel.

En effet, dans l'idée de Lyautey et selon ses écrits, à la Porte Dorée le seul bâtiment destiné à survivre à l'Exposition Coloniale de 1931 devait abriter un " Musée permanent des Colonies ". Il en confia la réalisation à l'architecte Bernard Laprade qui fut l'un de ses collaborateurs au Maroc.

Que l'on ait voulu créer une " Cité Nationale de l'histoire de l'immigration " c'est une chose. Mais vouloir le faire au Palais de la porte Dorée c'est autre chose: c'est à la fois une profanation des lieux et une provocation. Il est urgent de suspendre les travaux en cours, d'abroger le décret en cause et de remettre tout à plat pour que le Palais de la porte Dorée soit rendu à sa vocation première, tout en l'adaptant sans parti-pris aux exigences de l'époque. Et ceci devrait être fait en concertation avec les associations non sectaires ayant une approche objective de l'histoire coloniale et le souci d'en préserver la mémoire. nous voulons participer à la " remise à l'heure des pendules ".

Extraits du N°43 (juin 2007)  
du Bulletin d'information  
de l'Association Nationale Maréchal Lyautey  
BP 13851-54029 Nancy Cedex.



# TÉMOIGNAGES



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE LA VILLE ET DE L'INTÉGRATION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA POPULATION  
ET DES MIGRATIONS

Rezé, le 23 septembre

Sous-Direction des Naturalisations

E

Réf. bordereau :  
Dossier n° 4

Madame, Monsieur,

J'envisage de donner une suite favorable à votre demande d'acquisition de la nationalité française.

Cette acquisition donne lieu à perception de droits de sceau dont je vous invite à acquitter le montant de 000660 F à l'ordre du Trésor Public :

Acquisition de nationalité  
On rend la nationalité française à un harki,  
mais ce n'est pas gratuit ! 660 frs en 1996.  
C'est grand et généreux la France !

QUITTANCE DE FRAIS DE DOSSIER

ALGER (Consulat général)

acquitte le 26/10/2006

09 NOV. 2006

Édité le

ALG200629900298

Mode de paiement : BANQUE

Montant théorique :

Montant réel :

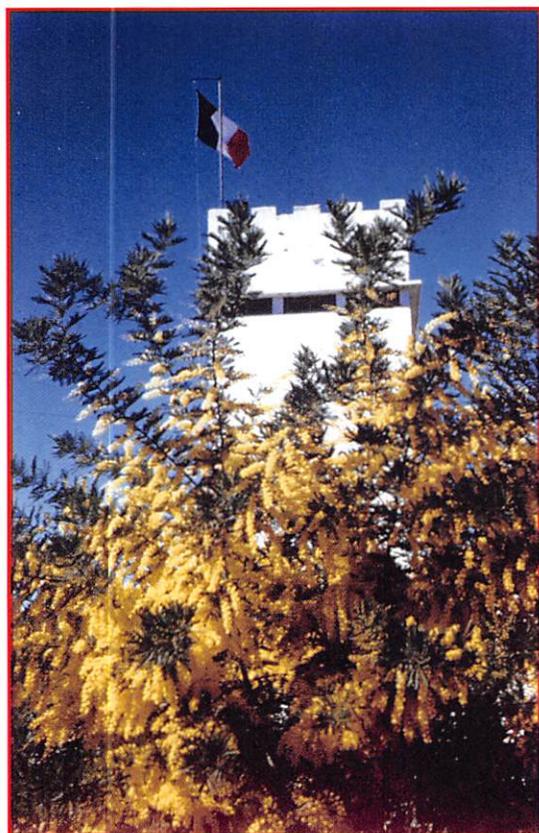
VISA DE LONG SEJOUR

**VISA REFUSÉ**

Tarif : 99,00 EUR

Droit appliqué : 99,00 EUR

Visa refusé à un petit-fils de Harki pour venir voir son grand-père... mais les 99 euros sont encaissés : racket !



SAS de Ghrid  
Mimosas autour de la tour centrale.

*«Il est à prévoir, et je le crois comme une vérité historique, que dans un temps plus ou moins lointain l'Afrique du Nord, évoluée, civilisée, vivant sa vie autonome, se détachera de la métropole. Il faut qu'à ce moment-là, et ce doit être le suprême but de notre politique, cette séparation se fasse sans douleur et que les regards des indigènes continuent toujours à se tourner avec affection vers la France».*

(déclaration du Maréchal Lyautey  
le 14 avril 1925 à Rabat).

Le 1<sup>er</sup> septembre 1870, l'encerclement de Sedan est total. Trois régiments de Chasseurs d'Afrique ont chargé à Floing, mais n'ont pu l'empêcher. Margueritte leur vaillant général et compagnon d'armes a été gravement blessé alors qu'il reconnaissait le terrain où ses régiments devaient s'élancer. On l'emporte mourant à la sous-préfecture de Sedan où se trouve l'Empereur. *«J'espère général, lui dit Napoléon III, que votre blessure sera sans gravité et que votre haute valeur ne sera pas perdue pour la patrie».*

Margueritte se fit apporter du papier et un crayon et lui qui n'avait jamais fréquenté dans sa prime jeunesse que l'école arabe de la Casbah d'Alger, écrit d'une main mal assurée : *«Sire je vous remercie, moi ce n'est rien, mais que va devenir l'armée, que va devenir la France ?»* Répondant à des questions qui lui étaient respectueusement posées par son entourage pour avoir sa dernière pensée, le général écrit encore : *«Notre épreuve est grande, mais notre gloire à nous*

*les Chasseurs d'Afrique reste intacte et c'est quelque chose. Ayez beaucoup de sollicitude pour vos hommes, ils le méritent à tous égards et supportons la mauvaise fortune en gens de cœur».*

Cité dans «histoire générale de la guerre franco-allemande (1870-1971)» Lt-Colonel Rousset  
Éditions Jules Tallandier - Paris.

## PROLOGUE

Ce qu'il est convenu d'appeler «Guerre d'Algérie» est une page mal connue de notre histoire. L'explication de cette lacune est multiple.

Les faits coloniaux ne sont plus enseignés sauf pour les discréditer. Aujourd'hui, rares sont les étudiants qui savent quand et pourquoi les Français ont occupé l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et bien d'autres territoires. Les plus hautes autorités de l'État semblent, elles-mêmes, frappées d'amnésie.

En second lieu, ceux qui ont été engagés dans ces actions en parlent peu ou même pas du tout.

Les enfants de Harkis, que je rencontre fréquemment, se plaignent tous de ce que leur père ne leur a rien dit.

La mémoire est donc en panne et j'ai été frappé dernièrement de constater que ce flou affectait toute la population. C'est à propos du film «Indigènes» qui retrace la participation des tirailleurs et des goumiers, fer de lance de la nouvelle armée française venue d'Afrique, à la libération de la France du joug nazi. Les médias ont parlé du film en des termes qui dénotaient clairement l'ignorance générale. En écoutant les journalistes, j'avais

l'impression qu'ils découvraient la question au moment même où ils en parlaient.

Enfin, troisième explication et pas la moindre, un courant d'opinion, intellectuel et néanmoins majoritaire, relayé par le monde politique et l'Université, a tellement culpabilisé les Français sur leur passé colonial, qu'il a tué l'envie d'en savoir plus. Il est entendu que les pages coloniales sont les plus sombres de notre histoire... Les médias le répètent à l'envi et il n'y a pas à revenir là-dessus !

Ce diktat de la pensée unique impose précisément d'y revenir. ▶



Lorsqu'il m'arrive de dire quelques mots à une cérémonie d'obsèques, je vois revenir vers moi, devant la tombe fraîchement ouverte, les descendants du valeureux combattant décédé : «*Votre allocution nous a touchés, me dit-on, merci de l'avoir prononcée*».

Prendre la plume s'imposait donc à moi qui ai eu le privilège de servir comme officier de SAS.

- «*Comment savez-vous ce que vous venez de nous dire ?*»

Questionnent encore les jeunes générations.

Réponse :

- «*Les S.A.S. étaient des postes d'observation privilégiés. J'y ai connu ton père (ou ton grand-père) et ensemble nous avons travaillé pour une Algérie nouvelle*».

### Ce livre est donc un témoignage.

Arrivé en Algérie avec ma bonne conscience et mes souvenirs de lecture, j'ai découvert le fossé entre deux communautés et j'ai compris qu'il ne se comblerait pas avant que le temps n'ait fait pacifiquement son œuvre. Je n'ai pas été long à me rendre compte que d'insurmontables forces freinaient cet apaisement. Elles s'appelaient idéologie, inconscience et illusion.

L'idéologie était du côté du F.L.N. qui prônait le repli identitaire et la xénophobie. L'inconscience des Européens qu'on appelait globalement «pieds-noirs», était prodigieuse. Isolés dans leur microcosme ils ne voyaient pas changer le monde, ni monter autour d'eux l'exigence de partage et de respect. L'illusion habitait enfin la plu-

part des militaires. Leurs chefs, qui ne parvenaient pas à se défaire du fardeau indochinois et du contexte de guerre froide, assimilaient un désir légitime de reconnaissance à une guerre révolutionnaire. Les missions qu'ils fixaient étaient contradictoires : réprimer et pacifier ne vont pas ensemble.



SAS de Ghrid

L'encadrement au complet - de gauche à droite : A. Acosta - H. Cardona - F. Cardona - Lt. Sénat - G. Math - Adjt-Chef P. Boisset - S-Chef Robert.

Il est nécessaire de revenir sur ces termes, non de façon académique, je n'en serais d'ailleurs pas capable, mais dans un récit au fil de l'eau.

Je ne ferai pas la distinction entre mémoire et histoire. La mémoire est trompeuse et ne devient histoire qu'appuyée sur des documents. Officier de SAS, j'ai écrit de nombreux rapports, tenu un journal des marches, rédigé une monographie. J'ai

envoyé et reçu du courrier, rencontré une palette de personnages : élus, notables, chefs de services, officiers, hauts fonctionnaires, enseignants, percepteurs, petits et gros colons, supplétifs et soldats. Voilà donc les sources de mon témoignage.

J'ai eu aussi l'insigne privilège de me préparer à la mission d'officier de SAS par une année d'études à Alger dans les meilleures conditions. J'ai rencontré à ce Cours des professeurs et des conférenciers de haute tenue. Grâce à eux j'ai compris que l'Algérie était «*un point de rencontre entre ceux qui ont faim et ceux qui sont nantis, aux marches de deux continents complémentaires*».

J'emprunte ces mots au directeur du Cours, le Commandant Bénos, de chère mémoire. Ces hommes ne vivaient pas le conflit en termes d'affrontement de civilisations, mais d'apport mutuel et de respect. Sans méconnaître les difficultés, ils croyaient à l'harmonisation possible de l'expérience juridique et technique française avec les ressorts de la culture arabe, berbère et musulmane. On n'y parviendrait pas sans une réforme des mentalités. L'important pour eux était

la rencontre qui, de brutale peut devenir paisible si les acteurs de terrain ont le souci de l'équité, du respect et de la participation.

Le chef de S.A.S., pris dans l'étau des contradictions que je rappelais au début, a dû faire face jusqu'au bout pour demeurer, en dépit des obstacles, l'homme du lien social, au sens le plus noble du terme. C'est ce parcours, vécu comme une aventure, que j'ai essayé de transcrire dans ce livre. ■

# BIBLIOGRAPHIE



• **Un béret rouge... en képi bleu**  
de *Georges Oudinot*

Mission en Kabylie 1956-1961 Notre camarade , Chef de la S.A.S. de Beni-Douala (G.K. Tizi-Ouzou) de 56 à 61 raconte ses efforts pour rallier à la France quatre douars de la montagne kabyle, sa réussite et comment tout cela fut ruiné par "qui vous savez"... C'est un document exceptionnel que les camarades SAS, particulièrement ceux qui ont servi en Grande Kabylie, liront avec émotion. Les autres lecteurs, et en particulier les plus jeunes, y trouveront un témoignage direct et irréfutable d'une réalité de la "Guerre d'Algérie", très différente de l'image que les médias diffusent constamment. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler, comme le fait l'auteur lui-même, qu'il existait des centaines de S.A.S. et S.A.U. (U pour urbaine) qui ont œuvré avec succès pour une Algérie fraternelle et française.

Comme le chantaient les «Officiers du putsch» emprisonnés, je pense qu'il faut conclure avec Édith Piaf : «Non, je ne regrette rien ! »...

Éditeur L'Esprit du Livre - 703 pages - 29 euros

• **Les Calots Bleus et la Bataille de Paris en 1958**  
de *Rémy Vallat*

Excellent ouvrage qui raconte comment une unité de la Police parisienne, recrutée en grande partie parmi les moghaznis et les officiers des S.A.S. a mis à mal l'infrastructure du F.L.N. à Paris et banlieue proche. Ce livre rétablit la vérité sur cette unité, objet des attaques mensongères de nos adversaires et de leurs soutiens.  
Documents Michalon

• **La Guerre d'Algérie**

de *Bernard Crochet et Gérard Piouffre*

Préface du Général Gillis

Album illustré. Ouvrage recommandé par l'Association de Soutien à l'Armée française.

Editions de Lodi - 333 pages - 15 euros (Auchan)

• **Les Compagnies Nomades d'Algérie**

de *Serge Bollé*

Ouvrage de 360 pages abondamment illustré. Commander à l'auteur : 1 allée Les Champs de l'Ormeau 37550 Saint-Avertin 37 euros + 7 euros de port

• **La Kahina**

de *Gisèle Halimi*

Pour les «S.A.S.» de Kabylie et les autres...

Éditions Plon - Octobre 2006

• **Un Mensonge Français**

de *Georges Benhamou*

L'essentiel pour comprendre la trahison...

Édition Robert Lafont

• **Madame S.A.S.**

de *l'épouse de notre camarade Échoche Duval (décédé)*

Éditions De Guibert 24 euros

• **Soldats perdus de l'Indochine à l'Algérie**

de *Hélène Erlingsen*

L'auteur est la fille d'un Officier.

Éditions Bayard

• **Le Cimetière Musulman de Bobigny, lieu de mémoire d'un siècle d'immigration**

de *Marie-Ange d'Adler*

Lire l'article à ce sujet dans ce numéro.

Editions Autrement - 2005

• **La Malguerre**

de *Docteur Edmond Steu*

Un médecin chez les Bérets Noirs en Algérie. Ce livre est un exemple de plus de ce que les militaires français ont pu et ont su accomplir, avec courage et altruisme, sur cette terre d'Algérie - 300 pages

29 euros + 5 euros de port.

Éditions Mémoire de notre temps.

Immeuble "Le Belvédère" Bât F1 av. Marius Carrieu

34080 Montpellier

• **Par le cœur et la raison**

de *Jean-Pierre Sénat*

Recension dans ce numéro. L'auteur était Chef de S.A.S. Ce livre est particulièrement recommandé, comme celui de Georges Oudinot.

L'Harmattan 5-7 rue de l'École Polytechnique - 75005 Paris - 31 euros

• **L'Autre Guerre d'Algérie**

de *Claude Hary*

L'auteur était Chef de S.A.S. dans l'arrondissement de Nemours de 58 à 61.

Éditions Pic de La Mirandole -

Château de Breil - 49310 La Salle de Vihiers

tél 02 41 30 45 88 - 28 euros

• **La Tragédie dissimulée**

de *Jean Monneret*

Oran 3 juillet 1962

Édition Michalon

• **L'Action sociale en faveur des Musulmans 1830-2006**

de *Général Maurice Faivre*

L'Harmattan - 22 euros + port

• **Philippe Pétain, Charles De Gaulle et la France**

de *Colonel Henri d'Humières*

Editions Philippe - 142 Bd St-Antoine - 75012 Paris

Du même auteur :

• **De la Gloire de l'Armée d'Afrique au Dégagement Criminel**

Editions Lettres du Monde - 142 Bd St-Antoine - 75012 Paris

• **Mémoire des Combattants d'Algérie**

À la demande de l'association, ce livre a été mis en images par Alain de Sédouy dans un film qui sera présenté en Mai par FR3 et le 13 mai 2008 par la chaîne Histoire.

• **DVD : Servir**

*Documentaire de Georges Mourier*

dans la Collection "Le Choix des Hommes"

Éditions L.B.M. Le choix de Helie de Saint-Marc

pour en savoir plus : [www.heliedesaintmarc.com](http://www.heliedesaintmarc.com)



## Le Cimetière Militaire Musulman de Bobigny (Seine St-Denis)

Invité par une association de Harkis, j'ai assisté à la cérémonie marquant la fin des travaux de restauration du Carré militaire du Cimetière Musulman de Bobigny le samedi 26 Janvier 2008.

C'est le seul "Cimetière Musulman" de France. Il a été inauguré en 1937, en contradiction avec la loi de séparation des églises et de l'État, les autres lieux de sépulture réservés aux Musulmans ne sont que des "Carrés Musulmans" à l'intérieur de cimetières "laïcs".

Le Carré Militaire proprement dit fut ouvert pour les soldats Musulmans de la 2<sup>ème</sup> D.B. "Division Leclerc", tués au cours des combats de libération de Paris en 1944.

Le cimetière était dans un état de délabrement très avancé. Comme l'Hôpital Avicenne il dépendait de l'Assistance Publique de Paris qui ne l'a pas entretenu. On avait même commencé à démolir le porche monumental de l'Hôpital Avicenne... En 1970, le cimetière a été cédé à un syndicat Intercommunal de communes dont Bobigny. L'initiative de la restauration date de 1993 et ses promoteurs ont dû faire face à de nombreuses difficultés... Il convient de les remercier de leur persévérance...

Le porche, le bâtiment de l'entrée et la salle de prière et le Carré militaire furent classés "Monuments Historiques". La restauration "à l'identique" a donc été réalisée par le Service des Monuments Historiques avec un soin méticuleux.

La visite du cimetière est très émouvante, particulièrement pour ceux, comme nous, qui ont des liens avec la communauté Musulmane. On peut y lire, en déchiffrant les inscriptions des tombes, l'histoire de l'immigration.

Un regret seulement : les autorités responsables de l'organisation de la cérémonie du 26 mars n'avaient pas jugé bon d'inviter les autorités militaires ni religieuses. Pas de "Sonnerie aux Morts" pour ces soldats "Morts pour la France" ! Pas de prière non plus... Il y avait pourtant un Imam présent... ■

**Daniel Abolivier**

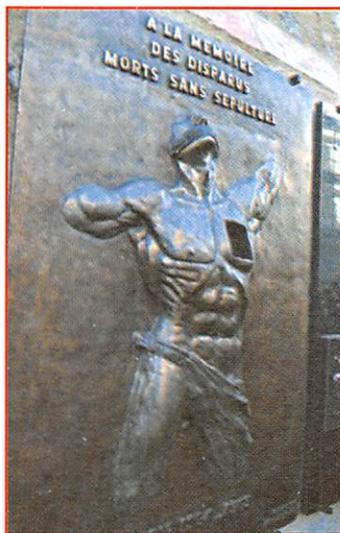
*PS : Mme d'Adler, auteur d'une étude sur le cimetière musulman de Bobigny, citée dans la partie bibliographie de ce numéro, voudrait continuer son étude et recherche les personnes qui ont été à l'origine de la création de ce Carré Musulman dans l'hexagone, souvent des militaires...*

*Écrire à l'association.*

*(voir photo en 4<sup>ème</sup> de couverture)*



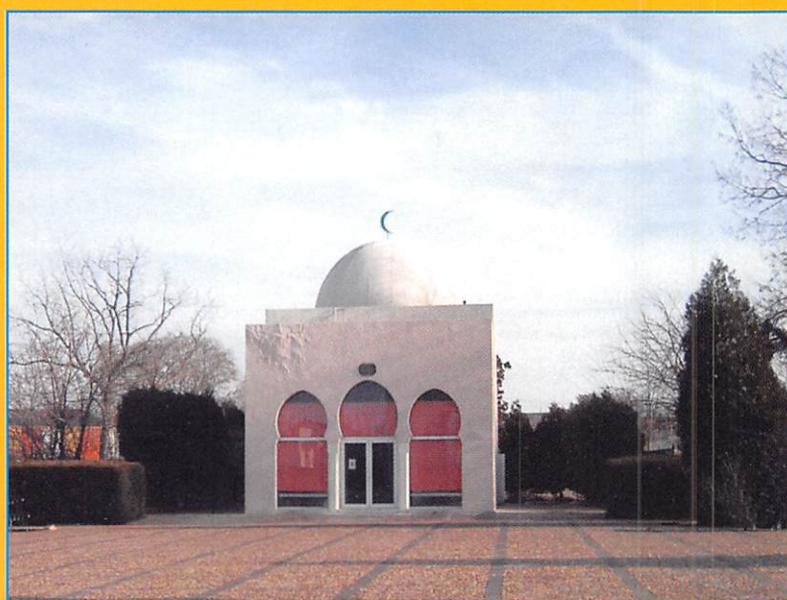
Carré militaire du Cimetière Musulman de Bobigny après restauration



### Inauguration du Mémorial des Disparus de la Guerre d'Algérie à Perpignan le 25 novembre 2007

Nous y étions représentés par notre camarade J.Cl. Bagnère. D'autres camarades de la région étaient également présents. Que le Cercle Algérien National soit remercié de cette initiative.

Nous y associons tous les Harkis restés en Algérie après le cessez-le-feu et disparus. Certains maghzens entiers ont été assassinés. Je ferai quand le travail des dossiers individuels de Moghaznis sera achevé, grâce à mon ordinateur, le point des maghzen ainsi décimés. Pour certaines S.A.S. nous n'avons traité aucun dossier ou un seul, celui d'un survivant qui a échappé au massacre par chance...



*Carré Cimetièrre Militaire de Bobigny  
Photos Daniel Abolivier*